



**PRÉFET  
DES PYRÉNÉES-  
ORIENTALES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale de la  
Protection des Populations des  
Pyrénées-Orientales**

Service vétérinaire Santé et protection animale,  
Environnement  
1 Boulevard John Fitzgerald Kennedy  
66100 Perpignan

Perpignan, le 26/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **PISCICULTURE DU CANIGO**

Chemin DE LA BASTIDE  
66360 Serdinya

Références : DDPP66 2024 01545  
Code AIOT : 0056600052

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/07/2024 dans l'établissement PISCICULTURE DU CANIGO implanté Chemin DE LA BASTIDE 66360 Serdinya. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PISCICULTURE DU CANIGO
- CHE DE LA BASTIDE 66360 Serdinya
- Code AIOT : 0056600052
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est une pisciculture de salmonidés autorisée par arrêté préfectoral du 08 février 2007 pour une capacité de production de 50 tonnes .

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Prévention accident élevage

#### **2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Sécurité	Arrêté Ministériel du 01/04/2008	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Capacité de production	Arrêté Préfectoral du 08/02/2007	Sans objet
2	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 01/04/2008	Sans objet
3	Débit dérivé	Arrêté Préfectoral du 08/02/2007	Sans objet
4	Bassins d'élevage des poissons	Arrêté Ministériel du 01/04/2008	Sans objet
6	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 01/04/2008	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement répond globalement à l'arrêté préfectoral et ministériel auxquels il est soumis .  
La non-conformité relevée sur le défaut de révision périodique des extincteurs portatifs est à corriger .

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Capacité de production

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2007
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Capacité de production
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitation est autorisée pour une capacité annuelle maximale de 50 tonnes en production de salmonidés.
<b>Constats :</b>  La production annuelle est respectée .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Règles d'implantation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 01/04/2008
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Règles d'implantation
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est implantée : <ul style="list-style-type: none"> <li>à au moins 100 mètres des habitations des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation et des gîtes ruraux dont l'exploitant a la jouissance) ou locaux habituellement occupés par des tiers, stades ou terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme) ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables au tiers ;</li> <li>à au moins 3 kilomètres en amont ou en aval d'une pisciculture existante implantée sur le même cours d'eau (cette distance se mesure immédiatement en amont de la prise d'eau ou immédiatement en aval du rejet, le long de l'axe du cours d'eau) ;</li> <li>dans un rayon d'au moins 1 kilomètre d'une pisciculture située sur le même bassin versant.</li> </ul>
<b>Constats :</b>

La pisciculture n'a pas modifié son implantation et ces limites de propriété depuis son autorisation par arrêté préfectoral du 08 février 2007.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Débit dérivé

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2007
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Débit dérivé
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>La prise d'eau est située à 150 mètres en amont de la pisciculture. L'ouvrage de répartition des eaux est réalisé en galets de rivière et de type « fusible ». Ces dispositifs de franchissement sont régulièrement entretenus par l'exploitant. Il doit laisser la libre circulation des espèces piscicoles au niveau de la prise d'eau, maintenir le débit réservé à savoir le 1/10ème du débit moyen interannuel. Le débit prélevé maximal autorisé est de 300 l/s.</p>
<b>Constats :</b>  <p>L'exploitant dispose d'un système, telle qu'une échelle limnimétrique, d'évaluation du débit dérivé par l'ouvrage de prise d'eau sur le cours d'eau et, du débit réservé.</p> <p>La pisciculture comporte à l'amont et à l'aval une grille fixe et permanente délimitant, empêchant la libre circulation des poissons entre l'exploitation et le cours d'eau d'implantation. La taille des mailles de la grille n'excède pas 10 millimètres. L'arrêté d'autorisation fixe les conditions d'implantation de ces grilles.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Bassins d'élevage des poissons

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 01/04/2008
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Les bassins contenant les poissons sont conçus, nettoyés et entretenus de manière à éviter la sédimentation excessive des matières en suspension. Les boues et autres déchets sont récoltés et stockés dans une structure étanche.</p> <p>Lorsque les bassins de l'installation sont conçus et exploités de telle manière qu'ils puissent être vidés, nettoyés et désinfectés, ces opérations ne doivent pas avoir de conséquences nuisibles pour la vie aquatique et le biotope de la rivière.</p> <p>Les ouvrages de stockage des boues sont d'une capacité suffisante, notamment pour faire face aux périodes où l'épandage est impossible. Ils sont conçus pour retenir les lixiviats générés au cours du stockage. Leur implantation, leur conception et leur exploitation minimisent les émissions d'odeurs perceptibles pour le voisinage, notamment lors des phases d'apport et de reprise des boues et évitent tout départ de boues vers le cours d'eau.</p>
<b>Constats :</b>  <p>Un bassin de décantation est opérationnel, avant rejet des eaux vers le cours d'eau. Ce bassin est régulièrement entretenu par curage. La gestion des boues est conforme à la réglementation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 01/04/2008
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sécurité Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations électriques sont conformes aux normes et réglementations en vigueur. Les moyens de lutte contre l'incendie sont fixés par l'arrêté préfectoral. Sans préjudice des dispositions du code du travail, les consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel de l'exploitation, notamment les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité du site lors de crues.
<b>Constats :</b>  La protection interne contre l'incendie doit être assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre . Les extincteurs du site ne sont pas révisés .
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 6 : Autosurveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 01/04/2008
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en place un programme de surveillance lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions de l'ensemble des paramètres visés à l'article 15 sont ou risquent d'être dépassées. Le programme d'autosurveillance prévoit la fréquence et les méthodes de mesure du paramètre ammonium (NH4+) et du paramètre nitrites (NO2-). La fréquence d'analyse de ces paramètres est d'au moins une fois par mois et en période d'étiage d'au moins tous les quinze jours. Ces analyses peuvent être effectuées au moyen de dispositifs de mesures rapides. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration autorisées. Une mesure de la différence de concentration des paramètres visés à l'article 15, point 5, entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et l'eau en aval du point de rejet doit être effectuée régulièrement par un laboratoire agréé. L'arrêté d'autorisation fixe le point de prélèvement à l'aval du point de rejet à une distance comprise entre 100 mètres et 300 mètres du point de rejet. La fréquence des analyses par un laboratoire agréé des différents paramètres est fixée par l'arrêté d'autorisation, elle ne peut être inférieure à une fois par an. Les résultats des analyses effectuées dans le cadre des contrôles et de l'autosurveillance sont conservés pendant dix ans par l'exploitant et tenus à la disposition des services d'inspection compétents.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a mis en oeuvre l'autosurveillance de ces eaux rejetées . Leurs résultats sont enregistrés sur le logiciel GIDAF .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite